

Le Courrier du Vietnam, 17/11/97, p 9

Jean Chrétien

Premier ministre du Canada

Ici à Hanoï, nous élirons un premier Secrétaire général de la Francophonie toute entière, qui sera à la fois port-parole politique de notre communauté et grand coordonnateur de la coopération francophone multilatérale.

NOUS consacrerons la dimension politique de notre institution en élargissant cette vocation à des missions d'arbitrage, de négociation et de prévention des conflits tout en continuant à promouvoir ses actions traditionnelles de promotion de l'Etat de droit.

Nous enracinerons enfin le passage de la Francophonie dans l'ère de la modernité, par un accent accru mis sur les Inforoutes et le développement économique, faisant ainsi pendant à une dimension politique renforcée...

Depuis 1989, il y a eu 101 conflits armés dans le monde dont plus de 90 p 100 ont été des conflits internes. Dans cette ère de mondialisation, il y a une place pour des regroupements comme le nôtre, plus sensibles à la préservation des identités de chacun, plus près des acteurs et décideurs, et mieux disposés aux compromis. Je rentre à peine du Sommet du Commonwealth où j'ai senti les mêmes inquiétudes et les mêmes attentes...

Tous nos débats sur la dimension politique de la Francophonie nous renvoient à la discussion que nous aurons sur le mandat que nous voulons confier à notre nouveau Secrétaire général. Il faudra encourager la poursuite et le renforcement des actions entreprises par divers opérateurs, au premier titre d'Agence de la Francophonie, en matière de consolidation de l'Etat de droit. Au-delà de la coopération, son statut de porte-parole politique de la Francophonie lui conférera l'autorité morale requise pour se poser en véritable interlocuteur. Un cran plus haut se situera son mandat de développer des initiatives politiques susceptibles de contribuer au règlement pa-



cifique des conflits en cours. Ce qui est sûr, c'est que nous devons éviter que notre nouveau porte-parole se retrouve en contradiction avec la volonté réelle des Etats; sinon, sa crédibilité personnelle s'en ressentirait, et avec elle, celle de notre mouvement.

Nos partenaires vietnamiens ont voulu que ce VIIe Sommet porte sur l'économie. Nous partageons cette préoccupation et nous les aiderons à la transcrire dans la réalité. Il faut en effet une dimension économique crédible qui aille de pair avec la nouvelle vocation politique de nos Sommets.

Cela dit, la Francophonie a déjà fait beaucoup pour l'économie. Ses programmes d'éducation et de formation ou la distribution de banques de données et de moyens d'échange d'information constituent de puissants ingrédients de développement économique. Bien sûr, il y a les inévitables enjeux macro-économiques globaux qu'aucun de nous ne maîtrise totalement. Cependant, l'ouverture et l'intégration plus poussée à l'économie mondiale portent aussi la promesse d'une plus grande prospérité. C'est là une raison de plus pour renforcer les institutions qui ont été créées à cet effet.

Sur ces enjeux économiques, la Francophonie doit parler fort. Déjà le message est passé au G7. L'objectif d'un partenariat pour le dévelop-

pement en Afrique vise non seulement à faciliter l'intégration des pays d'Afrique à l'économie mondiale, mais aussi à faciliter l'insertion des plus démunis dans la vie économique, sociale et politique de leur pays.

Au plan commercial, les pays d'Afrique seront les principaux bénéficiaires des efforts déployés à l'Organisation mondiale du commerce pour assurer aux pays les moins avancés des conditions prévisibles et favorables d'accès aux marchés.

Le développement dépend aussi de la mise en place de politiques saines, d'un système juridique stable et de l'investissement dans les ressources humaines. Sur ces plans, la Francophonie dispose d'avantages comparatifs de taille, en s'appuyant sur ses assises de formation, d'information et de concertation.

Si la Francophonie tend à devenir plus politique, nous devons néanmoins comprendre que la coopération demeurera toujours son assise fondamentale et l'une de ses principales raisons d'être. Les cinq grands axes de coopération dont nous avons décidé la priorité à Cotonou, doivent continuer de guider nos actions. Ces programmes mobilisateurs constituent le fruit d'une réflexion et d'une démarche de coopération longue de vingt-cinq ans, j'espère que nous serons en mesure de donner dès demain notre approbation aux grandes orientations de la programmation de ce Sommet de Hanoï. Quant à lui, le Canada n'aura aucune hésitation à le faire.

En terminant, Monsieur le Président, je rappellerai une autre décision importante que nous aurons à prendre, soit celle du lieu du prochain Sommet. Douze ans après le Sommet de Québec, je crois que le tour de l'Amérique est à nouveau venu. Le Canada vous accueillera cette fois au Nouveau-Brunswick où Acadiens seront en mesure de faire la preuve de la vitalité de leur communauté, de la solidarité qui les anime et du sens de l'accueil qui les caractérise.

356